

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 558 5 février 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

PASCAL

« Comme c'est un crime de troubler la paix là où la vérité règne, c'est aussi un crime de demeurer en paix quand on détruit la vérité. Il est donc un temps où la paix est juste et un temps où elle est injuste... et c'est pourquoi Jésus-Christ dit qu'il est venu apporter la paix mais qu'il dit également qu'il est venu apporter le glaive »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

L'EUROPE ET LE TOTALITARISME

Pour bien comprendre l'une des raisons pour lesquelles l'Europe s'oriente de plus en plus vers le totalitarisme il faut s'informer sur la façon dont les votes sont enregistrés au parlement européen et que le journal « Indépendance » nous révèle.

Les députés du parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) ont vérifié les votes au Parlement Européen au cours de l'année 2007. Habituellement ces votes ont lieu à main levée. Le président annonce le résultat en fonction de ce qu'il constate « au jugé ». En cas de doute, ou sur demande des députés, il peut faire procéder à une vérification électronique, grâce à une machine à voter installée sur le pupitre de chacun des députés. Sur l'ensemble des demandes de vérification initiées par les membres de l'UKIP, un quart a donné un résultat inverse à celui annoncé par le président. C'est à dire qu'un quart des votes sur des sujets très sensibles comme par exemple les normes environnementales sont erronées.

Le bureau du parlement alerté a répondu sans faiblir : « En moyenne, les résultats reflètent bien la réalité ».

Pour compléter aussi le tableau, il faut préciser que les questions sont tellement compliquées que, pour voter, les députés sont obligés de regarder comment vote le président ou la direction de leur groupe et ils sont conduits à voter de même sans donc savoir exactement pourquoi ils votent.

C'est une forme de vote révolutionnaire et les personnes qui prétendent que l'Europe est démocratique en sont pour leurs frais.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

PANAFIEU

Françoise de Panafieu, candidate UMP à la mairie de Paris, vise décidément l'électorat gay. Dans une émission télévision elle a regretté publiquement d'avoir jadis au nom de la défense de la famille voté contre le PACS. Elle regrette de s'être trompée et a ajoutée qu'elle ne recommencera plus jamais.

Dans les procès de la révolution culturelle en Chine et les procès stalinien l'on obligeait les coupables à s'auto accuser eux-mêmes. La belle dame, sans aucune obligation, s'agenouille devant les ennemis.

ATTALI ENCORE

Nous avons dit tout le mal qu'il fallait penser du rapport de la commission présidée par Monsieur Jacques Attali. L'un des intérêts de ce rapport est que Jacques Attali passe aux aveux, c'est-à-dire qu'il dénonce le mal que lui et ses camarades ont fait depuis des décennies dans l'exercice du pouvoir. Il indique en effet : « alors que la France était en 1980 la quatrième puissance mondiale en PIB et la huitième en PIB par habitant, la France n'est plus que la sixième en PIB et la dix-neuvième en PIB par habitant. La croissance du pays est passée de 5 % l'an au cours des 30 glorieuses à 1,7% l'an au cours des années 2000, alors que la croissance mondiale suivait le chemin inverse. Le risque est un déclassement du pays et une prolétarianisation des classes moyennes à bref délai ».

Remarquer dans cette citation la perspective de la lutte des classes dont ces gens ne peuvent pas arriver à s'affranchir : que signifie l'expression « classes moyennes » ; sont-elles préférables aux autres catégories de la population ?

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

De nombreux courriers suite au flash sur Attali

ATTALI - un libéral libertaire

« Existe t-il une différence entre J. ATTALI et A. MADELIN ?

La question mérite d'être posée quand on sait que ATTALI a été le cerveau intellectuel de Mitterrand et du parti socialiste.

D'ailleurs posons tout simplement la question aux socialistes.

Quelle est la différence entre le libéralisme de Jacques ATTALI et celui de Alain MADELIN ? »

Réponse de la rédaction : « La différence est totale ; Attali est le contraire de Madelin et Madelin est le contraire d'Attali »

ATTALI encore

« Il faut noter que les représentants du MEDEF et les représentants des organisations syndicales qui ont participé à cette commission adhèrent aux décisions, ce qui garantit leur intérêt pour le pays. Pour ma part la présence du MEDEF et de certains syndicats ne représente aucune garantie ni un gage de sécurité pour l'Etat ou alors uniquement pour lui au détriment des travailleurs et des actifs de ce pays de moins en moins nombreux de moins en moins représentés par des commissions qui s'occupent des intérêts du pays sans les consulter ».

ATTALI

« Ah j'oubliais avec tous les conseillers, consultants, communicants de tous bords l'important c'est de communiquer, de faire des rapports, des réunions, de faire fumer les grosses têtes.....

Mais lorsque l'on demande des détails ou qu'on émet une critique alors là rien ne va plus ces grosses têtes susceptibles se fâchent !! Le raisonnement pur est loin de la réalité et du pragmatisme.... je n'ai rien contre Mr Attali mais contre sa manière de réfléchir en se plaçant au dessus de tous le monde.... mais il est tellement haut qu'il a parfois du mal à se poser des questions simples...

On ne va pas faire d'amalgame, mais le trader arrêté était lui aussi sur son nuage....

j'ai l'impression qu'au pouvoir nous avons de plus en plus des joueurs de Poker qui tentent des coups sans savoir vraiment si cela est efficace et quel est l'impact réel de leurs coups sur du long terme....

Vous me direz que le but du politique est le court terme le coup d'éclat plus que l'intérêt de la collectivité !! »

ATTALI

« Vous en faites pas après les municipales qui se souviendra de ces propositions »

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 4 FEVRIER 2008

JEROME KERVIEL

Il est utile bien que difficile de traiter dans cette rubrique de ce sujet qui remplit les conversations non seulement en France mais dans le monde entier. Nous nous garderons cependant d'entrer dans le détail du dossier parce que nous ne le connaissons pas autrement que par les journaux ainsi que les médias et à condition qu'ils ne se trompent pas volontairement ou non.

Nous n'évoquerons pas non plus les instances juridiques ouvertes n'étant pas compétents et n'ayant pas vocation à nous en occuper.

Au stade actuel et en attendant l'éclairage complet qui arrivera dans dix ans ou jamais, il faut attirer l'attention sur certains points majeurs.

Jérôme Kerviel nous paraît être un trader de très grande habileté puisque que tout au long de 2007 il a fait selon la presse gagner beaucoup d'argent à la banque. Cette banque s'en réjouissait tellement que ses manoeuvres imprévues et savantes avaient été remarquées malgré toutes les dénégations pour faire croire que les contrôleurs n'étaient pas au courant. On ne l'a pas sanctionné et Monsieur Daniel Bouton s'est vanté tout au long de 2007 des bénéfices de la banque, bénéfices qui reposaient en partie sur l'activité féconde de Jérôme Kerviel.

Tout ce subtil équilibre s'est dégradé d'un seul coup, lorsque Jérôme Kerviel a, semble-t-il, pris des risques de cinquante milliards dépassant les fonds propres de la banque qui sont de trente milliards et pouvant la mettre en péril. C'est là, peut-être, que Daniel Bouton a

dérapé ; il a voulu résoudre la crise avec son entourage immédiat au lieu de faire venir Jérôme Kerviel pour examiner avec lui la meilleure façon de dénouer. Vient alors cette hypothèse incroyable mise en avant par la presse. La perte finale, si l'on ose cet adjectif, de la banque, à savoir 4,7 milliards, ne proviendrait pas de l'action du trader mais des positions prises par la direction qui auraient pu, selon certains analystes, accélérer le krach mondial et, même, influencer la FED conduite alors à des décisions hâtives !

Chemin faisant, Daniel Bouton a accusé publiquement son employé des pires forfaits, sans que l'accusé juge utile de se plaindre de la diffamation : c'est un mystère dans le mystère !

Plusieurs enseignements sur le monde d'aujourd'hui peuvent être tirés, au stade actuel, de cette affaire.

Daniel Bouton, haut fonctionnaire, l'est resté. C'est lui qui a introduit dans la banque la lutte des castes, alors que, jadis, les promotions internes étaient nombreuses. Aujourd'hui les employés sont marqués à vie par leur diplôme, certains diplômes bien connus ouvrant seuls les portes aux grandes promotions. Kerviel a déclaré : « J'étais peu considéré du fait de mon parcours universitaire et professionnel ». En clair, il était excellent trader mais méprisé. La paupérisation de la France a de nombreuses causes : la guerre des castes généralisée partout est l'une d'entre elles. Une des tares de l'économie française que la bonne réponse à l'âge de 20 ans dans un bon test vous sert de passeport pour toute la vie.

L'intéressement aux résultats qui est essentiel doit être géré avec prudence. Il y avait cinq niveaux de contrôle, certains jouant automatiquement ; les journalistes s'étonnent évidemment que ces contrôles n'aient pas alerté. La réponse se trouve sans doute dans le fait que la banque en tirait bénéfice. Les supérieurs plus diplômés ont fermé les yeux sur les agissements de ce « médiocre », qui leur laissaient espérer pour eux-mêmes de grosses primes.

Jérôme Kerviel ne prenait jamais de vacances et ne permettait pas aux autres de s'occuper de ses affaires quand il n'était pas là. Les super diplômés de l'échelon du dessus n'avaient pas l'intelligence de savoir qu'il est dangereux qu'un collaborateur ne prenne jamais de vacances. J'ai le souvenir d'une fraude il y a 50 ans dans une grande banque de l'époque : le directeur responsable ne prenait jamais de vacances

La Société Générale était la championne mondiale des produits dérivés. Elle reçoit aujourd'hui en pleine figure le salaire de cette prépondérance mondiale. Ainsi est mise en lumière un des dangers du monde présent. Il est très périlleux dans les finances ou ailleurs de vouloir faire une chose et son contraire. À titre d'exemple, il y a des fonds qui sont vendus comme totalement sécurisés, à savoir les fonds de placement monétaire ; certes, ils sont moins dangereux que les autres, mais encore faut-il que les débiteurs, parfois des Etats, ne soient pas eux-mêmes défaillants. Quoi qu'il en soit, pour dynamiser leurs produits certains gérants ont imaginé des fonds monétaires « dynamiques », c'est-à-dire comportant une part de risque : erreur fatale, car ces fonds ont largement souffert lors du krach.

Autre piège à éviter : imaginer des produits tellement compliqués qu'on ne les comprend pas. Daniel Bouton et son entourage, malgré leurs diplômes, ne comprenaient pas forcément

ce que faisaient leurs collaborateurs. Ces jours-ci, la presse fait un large écho aux ennuis dont sont l'objet les acheteurs de vacances à la semaine ce qui était fort en vogue il y a quelques années. Ces victimes avaient en fait acheté des produits complexes qu'ils n'avaient pas forcément compris.

Enfin, les prédateurs arrivent à grande vitesse. Nous ne parlons pas des prédateurs financiers, ce qui est normal, mais des prédateurs publics. François Fillon a clamé qu'il ne tolérerait pas que la Société Générale passe à l'étranger et de même Sarkozy. Cela montre une grande ignorance des marchés financiers car la signification précise de la phrase « Société Générale, firme française » n'existe pas compte tenu de l'organisation de la planète financière d'aujourd'hui. En outre, ces déclarations font grand tort aux actionnaires et au personnel en dévalorisant par avance la valeur de la banque. Il est probable que dans les cabinets ministériels, voire parmi les ministres, les couteaux sont déjà aiguisés pour se distribuer et se partager les places dans le remue-ménage annoncé. Les prédateurs publics sont à l'origine de la ruine de la France.

Parallèlement, ces prédateurs publics veulent légiférer : ils se nourrissent, au propre et au figuré, de la fabrication de lois inutiles. Le risque zéro n'existera jamais. Si chacun fait son travail dans le cadre des contrôles existants, tout ira bien.

Retenons, pour nos modestes placements, la leçon essentielle : ne jamais placer dans ce qui est trop compliqué ou dans ce que nous ne comprenons pas.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

POUR EN SAVOIR PLUS LIRE

PARLOTTES ET FETES

Divertissements pour accompagner le désastre français

(François-Xavier de Guibert, éditeur)

Pour se procurer le livre, cliquez

CITATIONS

LE CHEVALIER DE CHARRETTE

« Battant souvent, battu parfois, abattu jamais »

SOLJENITSYNE :

« Lorsque le monde est entré dans l'ère juridique et a peu à peu remplacé la conscience par la loi, son niveau spirituel a baissé »

SOLJENITSYNE :

« Toute culture nationale est bénie ; les nations sont les couleurs de l'humanité. L'existence, dès l'origine, de peuples différents, fait partie du plan divin : à la différence des organisations humaines, l'ethnos, comme la famille ou la personne, n'est pas une création humaine ».

REVUE DE PRESSE

LES MENAGES AMERICAINS REDUISENT LEUR TRAIN DE VIE

Devant la crise, les journaux français mettent en relief le fait que les ménages américains réduisent leur train de vie et ils donnent de nombreux exemples. Simultanément, ils laissent apparaître une joie discrète, se réjouissant de cet état de fait, tant l'antiaméricanisme primaire est développé.

Tant pis pour eux : ces nouvelles sont excellentes, car elles montrent l'extraordinaire plasticité de l'économie américaine qui est toujours prête à rebondir grâce aux initiatives individuelles.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

L'Institut Catholique de Paris va consacrer une session spéciale pour former les imams. Certains éléments de cette incroyable affaire commencent à filtrer dans la presse. Plusieurs universités publiques ont refusé de donner cette formation et c'est en désespoir de cause

que le pouvoir a décidé de s'adresser à l'Institut Catholique de Paris. Est-ce une forme de dhimitude pour cet Institut ?

Il est bien précisé officiellement que cinq principes vont inspirer la formation : liberté, égalité, fraternité, laïcité et démocratie. Tout est ainsi clair.

Naïvement jusqu'ici nous pensions que l'Institut Catholique de Paris avait pour seule vocation d'enseigner ses élèves dans diverses disciplines à la lumière de la vérité dont le catholicisme est porteur et qu'il a pour mission de répandre dans le monde entier. Il faudra que nous changions d'avis.

INDE : DISCRIMINATION POSITIVE

Ce grand pays est encore soumis au système des castes et 5 % de la population appartient à la caste des intouchables. La discrimination positive s'y exerce et génère, selon les médias, les inconvénients habituels de cette forme de discrimination. Les réformateurs indiens sont allés très loin dans la politique des quotas d'emplois réservés aux castes les plus défavorisés. Ils sont obligés maintenant de reconnaître que la dévalorisation du mérite qui en résulte est en fait un handicap pour tout le monde, y compris probablement pour ces castes défavorisées.

LES BREVES

LE FLORILEGE DES NOUVEAUX IMPOTS

Le pouvoir cherchant de l'argent partout et ses conseillers galopant dans tous les ministères pour trouver de l'argent là où il n'y en a pas, leur imagination est mise à contribution pour trouver de nouveaux impôts. Ayant mis le désordre à son habitude dans la télévision publique par son intention inattendue de supprimer la publicité, Monsieur Sarkozy parle déjà de deux nouveaux impôts pour compenser le manque de recettes qui en résulterait ; il y aurait une taxe sur les recettes publicitaires accrues des chaînes privées. Il s'ajouterait une taxe, présentée comme « infinitésimale », sur le chiffre d'affaires des nouveaux moyens de communication comme la téléphonie mobile et l'accès à l'Internet.

De beaux contentieux en perspective et de belles contradictions puisque le pouvoir se préoccupant toujours d'affaires purement privées veut absolument dans la foulée par ailleurs que les Français s'intéressent au développement de l'économie numérique.

Comprenne qui pourra.

VERS UNE INTERDICTION DU BAPTEME ?

L'Union Européenne montre une nouvelle fois son orientation fondamentale contre la famille. Il y a en effet une organisation qui a reçu le statut d'ONG consultative aux Nations unies et qui est accréditée auprès de l'Union Européenne. Cette organisation s'appelle « le Centre d'enquête ».

Derrière ce sigle obscur, se cache une très dangereuse machinerie.

Sa présidente a jugé en particulier que l'influence de la religion est « un sérieux obstacle dans la campagne de protection des enfants et contribue à l'abus de l'enfance... D'une façon ou d'une autre toute religion viole les droits de l'enfant » et, toujours selon la présidente, un tel abus « commence par l'implication involontaire des enfants dans les pratiques religieuses depuis leur naissance ».

Qu'est-ce que c'est que l'implication des enfants dans les pratiques religieuses depuis leur naissance, sinon le baptême ?

Si on laisse faire, on peut aller vers une interdiction internationale du Baptême.

LA REPRESENTATIVITE DES SYNDICATS

Le chantier de la représentativité des syndicats est maintenant ouvert. Il faut rappeler la liste des syndicats monopolisateurs et qui sont : CFDT, la FO, la CGT, la CFE-CGC, la CFTC.

En annonçant les changements éventuels les journaux ne manquent pas de prononcer un mensonge historique. Ils précisent, en effet, que ces changements éventuels sont justifiés par un changement du paysage syndical.

C'est contraire à la vérité. La création du monopole syndical à l'époque ne correspondait pas du tout à une logique de représentativité ; ce fut après la libération coup de force effectué sous l'influence du parti communiste alors largement au pouvoir.

FILLON ENFONCE LA SOCIETE GENERALE

Fillon affirme publiquement qu'il fera tout ce qu'il faut pour que la Société Générale reste française ; ce faisant il montre d'abord sa préférence pour le socialisme, puisqu'il intervient avec l'autorité de l'État dans des affaires purement privées.

En même temps il montre son ignorance : la signification de la phrase « la Société Générale doit rester française » n'a pas de sens connu dans le Français est tel qu'il est parlé, compte tenu des affaires financières internationales telles qu'elles sont.

Enfin il porte une atteinte grave aux intérêts des actionnaires de la société générale car, dans les négociations éventuelles, qui osera s'attaquer vraiment à la Société Générale. En même temps il nuit aux intérêts des salariés qui ne peuvent être protégés que si la Société Générale a une grande valeur.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons et sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

RECHAUFFEMENT

LES USA ACCUSENT LES EUROPEENS DE S'ABRITER DERRIERE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE POUR FAIRE DU PROTECTIONNISME

<http://itssddisguisedtradebarriers.blogspot.com>

ITSSD Journal on Disguised Trade Barriers

25 January 2008

EU Climate Change Chicanery: ITSSD Research Findings on European Disguised Protectionism Validated

http://www.boston.com/news/world/europe/articles/2008/01/22/us_warns_eu_on_using_climate_change_as_pretext/

US warns EU on using climate change as pretext

By **James Kanter** and **Stephen Castle**, *International Herald Tribune*, 22 January 2008

Official says it has been an excuse for protectionism

BRUSSELS - *The United States warned the European Union yesterday against using climate change as a pretext for protectionism*, setting the stage for trans-Atlantic tension over a new package of EU measures to combat global warming.

The pointed comments by the US trade representative, Susan Schwab, after talks in Brussels, came just two days before the European Commission introduced its proposals for cutting EU emissions at least 20 percent from 1990 levels by 2020.

"We have been dismayed at a variety of suggestions where we have seen the climate and the environment being used as an excuse to close markets,"

Schwab said after discussions with Peter Mandelson, her European counterpart. **President Nicolas Sarkozy of France has called for a carbon tax on imports to ensure that European companies that need to comply with tough environmental rules are not undercut by foreign competitors** whose governments are not capping carbon emissions.

EU officials were not expected to propose such a measure tomorrow but were expected to keep alive the possibility of a so-called border tax to keep European industries competitive.

The EU pledge to protect European industry by 2011 at the latest will be aimed at assuaging powerful lobby groups from sectors like steel and aluminum manufacturing, which say they are facing higher costs than their overseas competitors because of the EU's determination to lead the world in climate protection.

Even so, EU officials hope to be able to avoid the issue, not least because *any European border tax could be challenged at the World Trade Organization.*

Instead, EU officials hope that other developed countries like the United States, which did not sign the Kyoto climate treaty, will join an international treaty by the end of the decade, making protectionist measures unnecessary.

Measures other than the border tax that are under discussion by EU officials and diplomats in Brussels include granting greater numbers of free pollution permits than planned. Officials say they believe such a method would not break world trade rules.

The EU also could condone global agreements within sectors like steel and cement, rather than between nations.

In that scenario, industries worldwide in a particular manufacturing sector would agree to cut their pollution by a certain amount, *in theory leveling the competitive playing field.*

EU officials say they are optimistic about a global climate accord after the recent meeting of nearly 200 nations in Bali, Indonesia, where agreement was reached on laying out a plan for negotiations that could produce a climate treaty by 2009. But the Bali Action Plan faces high hurdles, including the persistently thorny problem of convincing the United States to take action even if fast-developing countries like China, which insists on developments getting higher priority than emissions curbs, fail to make similar pledges.

Schwab also took issue with Europe's attitude toward genetically modified foods, which she described as "perfectly safe."

She singled out France's decision to go slowly on cultivation of genetically modified corn.

SALAIRE DU PRESIDENT

La double augmentation de Sarko (Le Canard Enchaîné, 12 décembre 2007)

Dans son édition du mercredi 12 décembre 2007, le Canard Enchaîné publie une brève explosive. On sait que Nicolas Sarkozy a obtenu une augmentation de salaire de 172% il y a quelques semaines en demandant l'alignement de sa rémunération sur celle du Premier ministre. Ainsi, le chef de l'Etat percevra un salaire mensuel de 19 331 euros net. Mais cette augmentation ne sera effective que le 1er janvier 2008. D'ici là, le chef de l'Etat est censé percevoir le même salaire que celui de son prédécesseur, soit 7 500 euros net. Or, Nicolas Sarkozy a demandé à continuer de percevoir son salaire de ministre l'Intérieur jusqu'au 31 décembre 2007, soit 11 500 euros net.

Salaire des ministres : la règle des 6 mois

Pour permettre à un ministre qui vient de quitter le gouvernement de retrouver un emploi, ce dernier perçoit son traitement intégral pendant les six mois qui suivent son départ du gouvernement. Nicolas Sarkozy a démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur fin mars, pendant la campagne présidentielle. Il a donc perçu son salaire de ministre jusqu'en septembre dernier. Mais il a demandé que soit **prolongé ce versement jusqu'en décembre 2007, avant l'entrée en vigueur de son augmentation de salaire au 1er janvier 2008.**

Le salaire de Sarkozy depuis le 6 mai 2007 : 11 500 au lieu de 7 500

Résumons : au nom de l'équité et de la transparence, le chef de l'Etat a demandé à ce que son salaire soit aligné sur celui du Premier ministre. Dont acte. A partir du 1er janvier 2008, le président de la République percevra un salaire mensuel de 19 331 euros net. Mais en demandant de continuer à percevoir son salaire de ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy a réussi à anticiper sa hausse de salaire... dès le 6 mai 2007. **Entre le 6 mai 2007, jour de son élection, et le 31 décembre 2007, Nicolas Sarkozy aura donc perçu 11 500 euros au lieu des 7 500 euros prévus.**

Rectificatif du 29 décembre : Le site arretsurimages.net précise que Nicolas Sarkozy ne cumule pas son salaire de ministre de l'Intérieur et celui de président de la République. **Le chef de l'Etat a "simplement" choisi de garder le salaire le plus élevé, celui de ministre de l'Intérieur**

AUSTRALIE

Le 15 janvier 2008

Je reçois ce message d'une nièce qui vit en en Californie.

Elle me dit:

Qui veut aller vivre en Australie?

Ici aussi, cela commence à "barder" : car l'anglais n'est même pas la langue officielle du pays, ce n'est pas dans la constitution!

Les bulletins de vote en Californie arrivent en 6 ou 7 langues : Anglais, Espagnol, Vietnamien, Coréen, chinois mandarin, Portugais (Brésilien) , parfois, un autre Chinois!!!!

Et m'envoie la pièce jointe dont je vous donne le contenu ci-dessous.

On peut dire, avec notre habitude de constamment baisser culotte, qu'il y "en a qui ont des couilles au cul"..

(pardon pour cette expression déplorable qui dépasse mes habitudes mais exprime parfaitement mes sentiments...)

Amitiés,
